FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 40.371/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures de la Région de Bruxelles-Capitale, le 2 mai 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet d'ordonnance "portant assentiment au Protocole n°7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, adopté à Strasbourg le 22 novembre 1984", a donné le 17 mai 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle l'observation ci-après.

Il est renvoyé à l'avis 39.221/2, donné le 26 octobre 2005, joint en annexe.

---

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs | Y. KREINS, | président de chambre, |
| | J. JAUMOTTE, | conseillers d'État, |
| Madame | M. BAGUET, | |
| Messieurs | H. BOSLY,, | assesseurs de la section de législation, |
| | G. KEUTGEN, | |
| Madame | B. VIGNERON, | greffier. |

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

B. VIGNERON Y. KREINS

FP

KONINKRIJK BELGIË
---

ADVIES 40.371/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE
---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 2 mei 2006 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brussels Hoofdstedelijk gewest verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van ordonnantie "houdende instemming met het Protocol nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, goedgekeurd op 22 november 1984 te Straatsburg", heeft op 17 mei 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Op die drie punten behoeft over het voorontwerp de volgende opmerking te worden gemaakt.

Er wordt verwezen naar advies 39.221/2, gegeven op 26 oktober 2005, gevoegd als bijlage.

---

De kamer was samengesteld uit

| | | |
|---|---|---|
| de Heren | Y. KREINS, | kamervoorzitter, |
| | J. JAUMOTTE, | staatsraden, |
| Mevrouw | M. BAGUET, | |
| de Heren | H. BOSLY, | assessoren van de afdeling wetgeving, |
| | G. KEUTGEN | |
| Mevrouw | B. VIGNERON, | griffier. |

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

B. VIGNERON Y. KREINS

SV **ANNEXE**

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 39.221/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 4 octobre 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "portant assentiment au Protocole n° 7 à la Convention de Sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés Fondamentales, fait à Strasbourg le 22 novembre 1984", a donné le 26 octobre 2005 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

I. Caractère mixte du traité

Tout comme c'est déjà le cas actuellement en ce qui concerne l'article 14, § 7, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques fait à New York le 19 décembre 1966 [1], les législateurs communautaires et régionaux doivent comme le législateur fédéral, assurer le respect du principe "non bis in idem" lorsque, dans les limites de leurs compétences, ils déterminent des sanctions de nature pénale [2] applicables aux faits ou aux comportements qu'ils érigent en infraction [3].

---

(1) Voir à cet égard les avis 26.251/8, donné le 13 mai 1997, sur un avant-projet devenu le décret flamand du 17 décembre 1997 betreffende het Vlaams Commissariaat voor de Media en de Vlaamse Mediaraad, Doc. Vl. R., 1996-1997, n° 742/1; l'avis 30.527/4, donné le 25 octobre 2000, sur un avant-projet devenu le décret de la Région wallonne du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, Doc. C.R.W., session 2000-2001, n° 177/1; l'avis 30.826/1, donné le 14 décembre 2000, sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, Doc. C.R.B., session 2000-2001, n° A-192/1; l'avis 38.345/4, donné le 25 mai 2005, sur un avant-projet de décret modifiant le Code wallon du logement.

(2) Sur l'aspect "pénal" de certaines sanctions administratives, au regard de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, voir notamment, les avis 30.826/1 et 38.345/4, précités. Voir également, l'avis 33.606/1, donné le 13 juin 2002, sur un projet d'amendement à la loi-programme du 2 août 2002; l'avis 34.184/1, donné le 26 septembre 2002, sur un avant-projet devenu la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales; l'avis 33.239/2, donné le 2 mai 2002 sur un avant projet devenu la loi du 2 août 2002 complétant, en ce qui concerne les voies de recours contre les décisions prises par le ministre, par la CBF, par l'OCA et par les entreprises de marché et en ce qui concerne l'intervention de la CBF et de l'OCA devant les juridictions répressives, la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et modifiant diverses autres dispositions légales; l'avis 33.914/2, donné le 14 octobre 2002, sur un avant-projet de loi "modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux"; l'avis 36.141/4, donné le 15 décembre 2003, sur un projet devenu l'arrêté royal du 27 mai 2004 relatif à la transformation de Brussels International Airport Company (BIAC) en société anonyme de droit privé et aux installations aéroportuaires.

(3) Voir l'article 11 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles qui détermine la compétence communautaire et régionale d'ériger des infractions.

Dans cette mesure, le traité présente un caractère mixte au sens de l'article 167, § 4, de la Constitution.

II. L'adhésion à l'article 2.7. du Protocole n° 11

L'article 2.7. du Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales fait à Strasbourg le 11 mai 1994 amende le Protocole n° 7. La version de celui-ci transmise au Conseil d'État est d'ailleurs celle telle qu'amendée par le Protocole n° 11. La loi du 27 novembre 1996 a porté assentiment au Protocole n° 11 [4], mais à un moment où, bien évidemment, la Belgique n'avait pas encore adhéré au Protocole n° 7.

En son avis 24.744/2, donné le 22 avril 1996, sur l'avant-projet devenu la loi du 27 novembre 1996, la section de législation du Conseil d'État invitait le Gouvernement à préciser, dans l'exposé des motifs, la portée qu'il entendait réserver à l'article 2 du Protocole n° 11, concernant les modifications qui sont apportées au Protocole n° 7 [5]. Le commentaire des articles annexé au projet de loi précise que l'adhésion au Protocole n° 11 n'entraîne aucune approbation implicite du Protocole n° 7 [6].

La sécurité juridique serait mieux garantie si, à l'article 2 de l'avant-projet examiné, il était précisé que c'est tel qu'amendé par l'article 2.7. du Protocole n° 11 que le Protocole n° 7 sortira son plein et entier effet.

---

(4) Loi du 27 novembre 1996 portant assentiment au Protocole n° 11 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales portant restructuration du mécanisme de contrôle établi par la Convention, et Annexe, faits à Strasbourg le 11 mai 1994.

(5) Doc. parl., Sénat, session 1995/1996, n° 1-360/1, p. 53.

(6) Doc. parl., Sénat, session 1995/1996, n° 1-360/1, pp. 23 et 29.

III. La déclaration interprétative formulée par le Gouvernement belge

Selon l'exposé des motifs, lors de la signature du Protocole n° 7, le Gouvernement a "estimé prudent de formuler une déclaration interprétative" sur l'article 1er de celui-ci. Cette déclaration n'est explicitement reproduite ni dans l'avant-projet de loi ni dans l'exposé des motifs. Selon le site du Conseil de l'Europe [7], elle est rédigée comme suit :

> "La Belgique entend les mots «résidant» et «régulièrement» mentionnés à l'article 1er dans le sens qui leur est donné au paragraphe 9 de son rapport explicatif."

Masquelin qualifie d'interprétatives les réserves qui "tendent à préciser le sens que l'État entend donner à telle disposition ou le sens dans lequel il entend exécuter cette disposition" [8]. Tel est le cas de la déclaration interprétative examinée. Selon cet auteur,

> "La question se pose de savoir si le Gouvernement lorsqu'il soumet un traité à approbation, doit y soumettre aussi les réserves qu'il a élevées au moment de la signature ou celles qu'il se propose d'élever au moment de la ratification ou de l'adhésion.
>
> En ce qui concerne les réserves interprétatives, il ne paraît pas possible d'exclure l'intervention du législateur. Ces réserves, en effet, n'ont point pour objet de restreindre mais de bien de préciser la portée des engagements de la Belgique. Elles sont donc nécessairement un élément sur lequel doit porter l'approbation. Mais rien n'empêche juridiquement que l'accord du législateur sur cette modalité de son approbation puisse résulter des indications, non contredites ni combattues, de l'Exposé des motifs du projet de loi d'approbation, si ces indications sont suffisamment précises pour qu'il puisse être considéré que les Chambres ont donné leur approbation à un traité en pleine connaissance des engagements qu'il comporte pour la Belgique" [9].

---

(7) http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ListeDeclarations.asp.

(8) J. Masquelin, Le droit des traités dans l'ordre juridique et dans la pratique diplomatique belges, Bruxelles, Bruylant, 1980, p. 161.

(9) J. Masquelin, op. cit., pp. 198-199.

Il faut toutefois considérer que la meilleure façon de garantir la sécurité juridique pour les citoyens et de s'assurer que les Chambres ont donné leur approbation à la déclaration interprétative est de se référer à celle-ci dans le dispositif de la loi. La déclaration faite par le Gouvernement lors de la signature ne vaut que dans l'ordre international. Dans l'ordre interne, en vertu de l'article 167, § 2, de la Constitution, un traité n'a d'effet qu'après avoir reçu l'assentiment des Chambres. Or, d'une part, le vote des Chambres ne porte que sur le dispositif de la loi d'assentiment et non sur les travaux préparatoires. D'autre part, selon l'article 2 de l'avant-projet, le Protocole n° 7 "sortira son plein et entier effet".

Il est dès lors suggéré :

- de prévoir à l'article 2 du projet de loi d'assentiment, que c'est tel qu'il est interprété par la déclaration interprétative formulée par le Gouvernement belge le 11 mai 2005 que le Protocole n° 7 sortira son plein et entier effet;

- de publier en même temps que la loi d'assentiment et le Protocole n° 7, la déclaration interprétative de la Belgique, de même que le passage du rapport explicatif du Protocole auquel cette déclaration interprétative se réfère;

- d'adapter l'exposé des motifs pour mieux faire apparaître que les précisions données au sujet de l'article 1er du Protocole sont en réalité celles qui figurent dans le passage du rapport explicatif auquel renvoie la déclaration interprétative de la Belgique. (voir les points 13 et 20 de l'exposé des motifs).

IV. Incidence de l'assentiment sur le droit positif belge

Dispositif

Article 1er

L'exposé des motifs indique qu"'à la lumière de la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement

et l'éloignement des étrangers" [10], le droit belge apparaît en parfaite conformité avec l'article 1er du Protocole n° 7. Il convient cependant d'observer ce qui suit :

- une lecture attentive de la loi du 15 juillet 1996, précitée, ne permet pas au Conseil d'État de comprendre en quoi ce serait en raison des modifications apportées en droit interne par la loi du 15 juillet 1996, précitée, qu'il pourrait être considéré que le droit belge est en parfaite conformité avec l'article 1er du Protocole n° 7. Il convient que l'exposé des motifs soit à tout le moins complété sur ce point;

- si la déclaration formulée par la Belgique concernant l'article 1er du Protocole n° 7 et le point 9 du rapport explicatif du Protocole auquel cette déclaration se réfère doivent être entendus en ce sens que seuls peuvent se prévaloir des garanties prévues par l'article 1er du Protocole n° 7, les étrangers qui ne peuvent être expulsés de Belgique que par la prise à leur encontre d'un arrêté ministériel de renvoi ou d'un arrêté royal d'expulsion, il peut effectivement être considéré que le droit interne est conforme aux exigences de l'article 1er du Protocole n° 7. En effet, les articles 20 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, précitée, combinés avec les articles 64 et suivants de la même loi, relatifs à la procédure de demande en révision, organisent une procédure d'adoption de ces arrêtés qui tient compte des exigences du Protocole. De telles précisions mériteraient cependant d'être formulées dans l'exposé des motifs;

- si la déclaration formulée par la Belgique concernant l'article 1er du Protocole n° 7 et le point 9 du rapport explicatif auquel cette déclaration se réfère doivent au contraire être entendus comme visant également d'autres catégories d'étrangers que ceux devant faire l'objet d'un arrêté ministériel de renvoi ou d'un arrêté royal d'expulsion, les articles 20 et suivants de la loi du 15 décembre 1980, précitée, ne seraient pas applicables à ces autres catégories. Dès lors qu'aucune autre procédure ne serait organisée par la loi du 15 décembre 1980, précitée, [11] en vue d'offrir à ces étrangers les garanties prévues par l'article 1er du Protocole n° 7, la conformité du

---

(10) Est ainsi visée la loi du 15 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, publiée au Moniteur belge du 5 octobre 1996. Voir également la loi du 10 juillet 1996 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, également publiée au Moniteur belge du même jour et qui comporte des dispositions relatives au Conseil d'État.

(11) Voir, par exemple, l'article 44*bis* de la loi du 15 décembre 1980, précitée, relatif au droit de séjour des étudiants CE.

droit interne par rapport aux exigences du Protocole n° 7 ne pourrait alors être examinée qu'en prenant également en considération les procédures de recours en annulation et en suspension devant le Conseil d'État. Compte tenu de l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 5 février 2002 dans l'affaire Conka contre la Belgique, relatif notamment aux exigences de l'article 13 de la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales, il est cependant douteux que la procédure de suspension, telle qu'elle est actuellement organisée devant le Conseil d'État, soit considérée par la Cour européenne comme répondant aux exigences de l'article 1er.1. du Protocole n° 7 et ce, dans toutes les hypothèses où l'expulsion de l'étranger n'entre pas dans le champ d'application de l'une des exceptions prévues par le 2. du même article.

En conclusion, l'exposé des motifs doit être fondamentalement revu afin d'expliciter en quoi le droit interne est en conformité avec l'article 1er du Protocole n° 7, tel qu'interprété par la Belgique.

Article 2

Cet article consacre le droit à un double degré de juridiction en matière pénale.

Un tel droit est déjà consacré par l'article 14.5. du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, précité. La Belgique a néanmoins fait la déclaration suivante à l'égard de cette disposition :

> "Quant au paragraphe 5 de (l'article 14) il ne s'appliquera pas aux personnes qui, en vertu de la loi belge, sont déclarées coupables ou condamnées en seconde instance à la suite d'un recours contre leur acquittement en première instance, ou qui, en vertu de la loi belge, sont directement déférées à une juridiction supérieure telle que la Cour de cassation, la Cour d'Appel, la Cour d'Assises" [12].

Selon le point 24 de l'exposé des motifs de l'avant-projet examiné, "au regard des exceptions prévues par le paragraphe 2, du rapport explicatif du Protocole n° 7 et de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, notre droit interne répond adéquatement aux exigences de l'article 2 du Protocole n° 7".

---

(12) Voir l'annexe à la loi du 15 mai 1981 portant approbation des Actes internationaux suivants :
a) Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
b) Pacte international relatif aux droits civiles et politiques,
faits à New York le 19 décembre 1966, Moniteur belge du 6 juillet 1983, p. 8831.

Cette affirmation paraît exacte, compte tenu des exceptions prévues par le paragraphe 2 combinées avec le point 18 du rapport explicatif, duquel il résulte que l'ouverture d'un recours en cassation satisfait à l'exigence d'examen par une juridiction supérieure.

Il est toutefois permis de considérer qu'une déclaration interprétative relative à cette disposition ne serait pas inutile. La Cour européenne a certes faite sienne l'interprétation de l'article 2 du Protocole n° 7 proposée par le rapport explicatif :

> "Les États contractants disposent en principe d'un large pouvoir d'appréciation pour décider des modalités d'exercice du droit prévu par l'article 2 du Protocole n° 7 à la Convention. Ainsi, l'examen d'une déclaration de culpabilité ou d'une condamnation par une juridiction supérieure peut soit porter tant sur des questions de fait que de droit, soit se limiter aux seuls points de droit" [13].

Afin de se prémunir d'une évolution jurisprudentielle [14] qui pourrait conduire la Belgique à revoir fondamentalement son organisation judiciaire, notamment au prix d'une révision de l'article 103 de la Constitution, il apparaît qu'une déclaration interprétative relative à l'article 2 pourrait être utile. La Belgique pourrait s'inspirer de celle faite par la France :

> "Le Gouvernement de la République française déclare qu'au sens de l'article 2, paragraphe 1, l'examen par une juridiction supérieure peut se limiter à un contrôle de l'application de la loi, tel que le recours en cassation."

Article 3

Le Protocole n° 7 accorde un droit à une indemnisation à toute personne dont la condamnation pénale définitive a été ultérieurement annulée ou qui a été graciée

---

(13) C.E.D.H., arrêt Krombach c. France du 13 février 2001, § 96.

(14) Voir à ce sujet : J. Velu et R. Ergec, La Convention européenne des droits de l'homme, Bruxelles, Bruylant, 1990, p. 518, n° 634; S. van Drooghenbroeck , La Convention européenne des droits de l'homme, trois années de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme 1999-2001, Bruxelles, Larcier, 2003, p. 231; P. Van Dijk et G.H.J. Van Hoof, Theory and Practise of the European Convention on Human Rights, Londres, Kluwer, 1998, p. 686.

par ce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire. Il faut en outre que cette personne ait subi la peine prononcée.

Le Protocole ne fait aucune distinction selon la nature de la peine prononcée, celle-ci pouvant être selon le droit interne une peine privative de liberté, une peine pécuniaire ou une peine de travail.

La législation belge actuelle accorde un droit à une indemnisation au profit, d'une part, de la personne qui, après avoir été condamnée du chef d'homicide, a vu sa condamnation annulée à l'issue de la procédure de révision (article 447 du Code d'Instruction criminelle) et, d'autre part, au profit de la personne qui, après avoir été détenue préventivement pendant huit jours au moins a été mise hors cause directement ou indirectement par une décision judiciaire définitive (article 28, § 1er, de la loi du 13 mars 1973 relative à l'indemnité en cas de détention préventive inopérante).

Ces dispositions ne suffisent pas à couvrir l'ensemble des hypothèses visées par l'article 3 du Protocole.

Il est en conséquence douteux que le droit interne puisse être considéré comme conforme aux exigences de l'article 3 du Protocole, tel qu'il est expliqué au point 25 du rapport explicatif relatif au Protocole.

Par ailleurs, un simple renvoi à l'article 1382 du Code civil ne semble pas non plus suffire. En effet, le recours à cette disposition impose à celui qui s'en prévaut d'établir l'existence d'une faute. Or, du seul fait qu'une condamnation a été annulée en suite d'une procédure de révision, il ne résulte pas nécessairement qu'une faute, au sens de l'article 1382 du Code civil, a été commise.

## Article 4

Cette disposition consacre le principe "non bis in idem", déjà reconnu par l'article 14, § 7, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont l'effet direct n'est pas contesté.

Comme la section de législation l'a relevé à maintes reprises,

"L'article 14, § 7, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques dispose que "nul ne peut être poursuivi ou puni en raison d'une infraction pour laquelle il a déjà été acquitté ou condamné par un jugement définitif conformément à la loi et à la procédure pénale de chaque pays (principe non bis in idem).

Il résulte de cette disposition et du principe général de droit qu'elle consacre [15] que l'auteur d'une infraction déterminée ne peut, en règle, être puni pour celle-ci cumulativement par une sanction pénale et par une sanction administrative, à tout le moins, lorsque, comme en l'espèce, la sanction qualifiée d'administrative présente un caractère pénal au sens de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales [16]" [17].

Le seul effet de la ratification de l'article 4 du Protocole n° 7 sera donc de renforcer la sanction de la méconnaissance du principe "non bis in idem", la Cour européenne des droits de l'homme étant désormais compétente pour en connaître.

Article 5

L'article 5 du Protocole n° 7 consacre le principe de l'égalité entre époux en matière civile. Cette consécration pourrait avoir une incidence sur la législation belge, qui pose pour principe que l'enfant né d'un couple marié a le nom de son père (voir les articles 335 et 358 du Code civil) [18].

---

(15) Cass., 20 février 1991, Pas., 1991, I, p. 597. Voyez E. Willemart, Les amendes fiscales et les droits du contribuable, J.T., 1999, pp. 757 à 767.

(16) Sur le caractère pénal des sanctions administratives prévues par l'article 119bis de la nouvelle loi communale, il est renvoyé à l'avis 28.776/4, donné le 3 février 1999, sur un avant-projet devenu la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes (Doc. parl., Chambre, n° 2031/1, session 1998-1999).

(17) Voir par exemple l'avis 34.690/2, donné le 12 février 2003, sur avant-projet devenu la loi du 7 mai 2004 modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et la nouvelle loi communale, (Doc. parl., Chambre, session 2002-2003, n° 2367/1).

(18) Voir toutefois, le projet de loi modifiant des dispositions du Code civil relatives à l'établissement de la filiation et aux effets de celle-ci (Doc. parl., Chambre, DOC 51 0597/034).

La chambre était composée de

| | | |
|---|---|---|
| Messieurs | Y. KREINS, | président de chambre, |
| | J. JAUMOTTE, | conseillers d'État, |
| Madame | M. BAGUET, | |
| Monsieur | H. BOSLY, | assesseur de la section de législation, |
| Madame | A.-C. VAN GEERSDAELE, | greffier. |

Le rapport a été présenté par M. X. DELGRANGE, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

SV

KONINKRIJK BELGIË
---

ADVIES 39.221/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE
---

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 4 oktober 2005 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "houdende instemming met het Protocol Nr. 7 bij het Verdrag ter Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 22 november 1984", heeft op 26 oktober 2005 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

I. Gemengde aard van het verdrag

Net zoals nu al het geval is met artikel 14, lid 7, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, gedaan te New York op 19 december 1966 [1], moeten de wetgevers van de gemeenschappen en gewesten net zoals de federale wetgever zorgen voor de inachtneming van het beginsel "non bis in idem" wanneer ze,

(1) Zie in dat verband advies 26.251/8 van 13 mei 1997 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het Vlaams decreet van 17 december 1997 betreffende het Vlaams Commissariaat voor de Media en de Vlaamse Mediaraad, Doc. Vl. R., 1996-1997, nr. 742/1; advies 30.527/4 van 25 oktober 2000 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van het Waals Gewest van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, Doc C.R.W., zitting 2000-2001, nr. 177/1; advies 30.826/1 van 14 december 2000 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Doc B.H.G., zitting 2000-2001, nr. A-192/1; advies 38.345/4 van 25 mei 2005 over een voorontwerp van decreet "modifiant le Code wallon du logement".

binnen de perken van hun bevoegdheden, sancties van strafrechtelijke aard [2] bepalen die van toepassing zijn op feiten of gedragingen die ze als een strafbaar feit beschouwen [3].

In dat opzicht gaat het in casu om een gemengd verdrag in de zin van artikel 167, § 4, van de Grondwet.

II. Onderschrijving van artikel 2.7 van Protocol nr. 11

Bij artikel 2.7. van Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994, wordt Protocol nr. 7 gewijzigd. De versie ervan die aan de Raad van State is bezorgd, is overigens de versie zoals ze bij Protocol nr. 11 is gewijzigd. Bij de wet van

---

(2) In verband met de "strafrechtelijke" aard van bepaalde administratieve sancties, in het licht van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de mens en de fundamentele vrijheden, zie inzonderheid de voormelde adviezen 30.826/1 en 38.345/4. Zie ook advies 33.606/1 van 13 juni 2002 over een ontwerp van amendement op de programmawet van 2 augustus 2002; advies 34.184/1 van 26 september 2002 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 11 april 2003 betreffende de voorzieningen aangelegd voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van splijtstoffen bestraald in deze kerncentrales; advies 33.239/2 van 2 mei 2002 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 2 augustus 2002 tot aanvulling, inzake de verhaalmiddelen tegen de beslissingen van de minister, de CBF, de CDV en de marktondernemingen, alsook inzake de tussenkomst van de CBF en van de CDV voor de strafgerechten, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en tot wijziging van verschillende andere wetsbepalingen; advies 33.914/2 van 14 oktober 2002 over een voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld"; advies 36.141/4 van 15 december 2003 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 27 mei 2004 betreffende de omzetting van Brussels International Airport Company (BIAC) in een naamloze vennootschap van privaatrecht en betreffende de luchthaveninstallaties.

(3) Zie artikel 11 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, waarin de bevoegdheid van de gemeenschappen en gewesten wordt vastgesteld om strafbare feiten te bepalen.

27 november 1996 is instemming verleend met Protocol nr. 11 [4], maar op een tijdstip dat België Protocol nr. 7 vanzelfsprekend nog niet had onderschreven.

In haar advies 24.744/2 van 22 april 1996 over het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 27 november 1996, verzocht de afdeling Wetgeving van de Raad van State de Regering om in de memorie van toelichting duidelijk te maken welke strekking zij beoogde te geven aan artikel 2 van protocol nr. 11, betreffende de wijzigingen die zijn aangebracht in Protocol nr. 7 [5]. In de artikelsgewijze bespreking die bij het wetsontwerp is gevoegd, staat dat het onderschrijven van Protocol nr. 11 geenszins een impliciete goedkeuring van Protocol nr. 7 inhoudt [6].

De rechtszekerheid zou beter worden gewaarborgd als in artikel 2 van het onderzochte voorontwerp zou worden gepreciseerd dat Protocol nr. 7 volkomen gevolg zal hebben zoals het is gewijzigd bij artikel 2.7 van Protocol nr. 11.

III. Interpretatieve verklaring van de Belgische Regering

Volgens de memorie van toelichting heeft de Regering het op het ogenblik van de ondertekening van Protocol nr. 7 "bedachtzaam gevonden een interpretatieve verklaring te formuleren" betreffende artikel 1 daarvan. Die verklaring is noch in het voorontwerp van wet, noch in de memorie van toelichting uitdrukkelijk overgenomen. Volgens de website van de Raad van Europa [7] luidt die verklaring als volgt :

> "La Belgique entend les mots "résidant" et "régulièrement" mentionnés à l'article 1er dans le sens qui leur est donné au paragraphe 9 de son rapport explicatif."

---

(4) Wet van 27 november 1996 houdende instemming met het Protocol nr. 11 bij het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, betreffende herstructurering van het controlemechanisme ingesteld door dat Verdrag, en Bijlage, gedaan te Straatsburg op 11 mei 1994.

(5) Gedr. St., Senaat, zitting 1995/1996, nr. 1-360/1, blz. 53.

(6) Gedr. St., Senaat, zitting 1995/1996, nr. 1-360/1, blz. 23 en 29.

(7) http://conventions.coe.int/Treaty/Commun/ListeDeclarations.asp.

Masquelin beschouwt de volgende punten waarop voorbehoud wordt gemaakt als interpretatief: "(les réserves) qui tendent à préciser le sens que l'État entend donner à telle disposition ou le sens dans lequel il entend exécuter cette disposition" [8]. Dat is het geval met de onderzochte interpretatieve verklaring. Die auteur stelt voorts het volgende :

> "La question se pose de savoir si le Gouvernement lorqu'il soumet un traité à approbation, doit y soumettre aussi les réserves qu'il a élevées au moment de la signature ou celles qu'il se propose d'élever au moment de la ratification ou de l'adhésion.
>
> En ce qui concerne les réserves interprétatives, il ne paraît pas possible d'exclure l'intervention du législateur. Ces réserves, en effet, n'ont point pour objet de restreindre mais bien de préciser la portée des engagements de la Belgique. Elles sont donc nécessairement un élément sur lequel doit porter l'approbation. Mais rien n'empêche juridiquement que l'accord du législateur sur cette modalité de son approbation puisse résulter des indications, non contredites ni combattues, de l'Exposé des motifs du projet de loi d'approbation, si ces indications sont suffisamment précises pour qu'il puisse être considéré que les Chambres ont donné leur approbation à un traité en pleine connaissance des engagements qu'il comporte pour la Belgique" [9].

Er moet evenwel van uitgegaan worden dat de beste manier om de rechtszekerheid voor de burgers te waarborgen en zich ervan te vergewissen dat de Kamers de interpretatieve verklaring hebben goedgekeurd, erin bestaat naar die verklaring te verwijzen in het dispositief van de wet. De verklaring die de Regering bij de ondertekening heeft gedaan, geldt alleen in het internationale recht. In het interne recht heeft een verdrag krachtens artikel 167, § 2, van de Grondwet eerst gevolg nadat de Kamers met dat verdrag hebben ingestemd. Enerzijds wordt in de Kamers echter alleen gestemd over het dispositief van de goedkeuringswet en niet over de parlementaire voorbereiding. Anderzijds zal Protocol nr. 7 volgens artikel 2 van het voorontwerp "volkomen gevolg hebben".

---

(8) J. Masquelin, Le droit des traités dans l'ordre juridique et dans la pratique diplomatique belges, Brussel, Bruylant, 1980, blz. 161.

(9) J. Masquelin, op. cit., blz. 198-199.

Bijgevolg wordt voorgesteld om :

- in artikel 2 van het ontwerp houdende instemming met het Protocol nr. 7 te bepalen dat Protocol nr. 7 volkomen gevolg zal hebben zoals het is geïnterpreteerd in de interpretatieve verklaring van de Belgische Regering d.d. 11 mei 2005;

- tegelijk met Protocol nr. 7 en de wet houdende instemming daarmee de interpretatieve verklaring van België bekend te maken, alsook de passage van het verklarende verslag bij het Protocol waarnaar in die interpretatieve verklaring wordt verwezen;

- de memorie van toelichting zo aan te passen dat beter tot uiting komt dat de verduidelijkingen die worden gegeven over artikel 1 van het Protocol in werkelijkheid de verduidelijkingen zijn die voorkomen in de passage van het verklarende verslag waarnaar in de interpretatieve verklaring van België wordt verwezen (Zie de punten 13 en 20 van de memorie van toelichting).

IV. Gevolgen van de instemming voor het Belgische positieve recht

Dispositief

Artikel 1

In de memorie van toelichting staat dat "in het licht van de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen" [10], het

(10) Daarmee wordt gedoeld op de wet van 15 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 5 oktober 1996. Zie ook de wet van 10 juli 1996 tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, die eveneens in het Belgisch Staatsblad van 5 oktober 1996 is bekendgemaakt en die bepalingen over de Raad van State bevat.

.../...

Belgische recht volledig in overeenstemming is met artikel 1 van Protocol nr. 7. Er moet evenwel het volgende worden opgemerkt :

- de Raad van State heeft de voormelde wet van 15 juli 1996 aandachtig gelezen, maar kan daaruit niet opmaken waarom wegens de wijzigingen die de voormelde wet van 15 juli 1996 in het interne recht heeft aangebracht, zou kunnen worden geoordeeld dat het Belgische recht volledig in overeenstemming is met artikel 1 van Protocol nr. 7. De memorie van toelichting moet op zijn minst worden aangevuld op dat punt;

- indien de verklaring van België aangaande artikel 1 van Protocol nr. 7 en punt 9 van het verklarende verslag van het Protocol waarnaar in die verklaring wordt verwezen, zo begrepen moeten worden dat de waarborgen vervat in artikel 1 van Protocol nr. 7 alleen gelden voor vreemdelingen die slechts uit België kunnen worden uitgezet als tegen hen een ministerieel besluit tot terugwijzing of een koninklijk besluit tot uitzetting is uitgevaardigd, kan er werkelijk van worden uitgegaan dat het interne recht in overeenstemming is met de vereisten van artikel 1 van Protocol nr. 7. De artikelen 20 en volgende van de voormelde wet van 15 december 1980, junctis de artikelen 64 en volgende van die wet, betreffende de procedure van verzoek tot herziening, organiseren immers een procedure voor het nemen van die besluiten die rekening houdt met de vereisten van het Protocol. Zulke verduidelijkingen zouden evenwel beter in de memorie van toelichting worden vermeld;

- indien de verklaring van België met betrekking tot artikel 1 van Protocol nr. 7 en punt 9 van het verklarende verslag waarnaar in die verklaring wordt verwezen, integendeel zo begrepen moeten worden dat ze ook betrekking hebben op andere categorieën van vreemdelingen dan die ten aanzien waarvan een ministerieel besluit tot terugwijzing of een koninklijk besluit tot uitzetting moet worden genomen, zouden de artikelen 20 en volgende van de voornoemde wet van 15 december 1980 niet van toepassing zijn op die andere categorieën. Aangezien de voornoemde wet van 15 december 1980 in geen andere procedure zou voorziet [11] om die vreemdelingen de waarborgen te bieden bepaald in artikel 1 van Protocol nr. 7, kan

---

(11) Zie bijvoorbeeld artikel 44*bis* van de voornoemde wet van 15 december 1980 betreffende het recht van verblijf van EG-studenten

alleen worden nagegaan of het interne recht overeenstemt met de vereisten van Protocol nr. 7 wanneer ook de procedures inzake beroep tot nietigverklaring en tot schorsing bij de Raad van State in aanmerking worden genomen. Gezien het arrest van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens d.d. 5 februari 2002 in de zaak-Conka tegen België, aangaande onder meer de vereisten van artikel 13 van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, valt evenwel te betwijfelen dat de schorsingsprocedure, zoals die thans bij de Raad van State is geregeld, door het Europees Hof beschouwd wordt als een procedure die beantwoordt aan de vereisten van artikel 1.1. van Protocol nr. 7, en dit in alle gevallen waarin de uitzetting van de vreemdeling niet tot de werkingssfeer behoort van één van de uitzonderingen bepaald in 2. van hetzelfde artikel.

Het besluit is dan ook dat de memorie van toelichting grondig moet worden herzien zodat daarin duidelijk wordt aangegeven in welk opzicht het interne recht overeenstemt met artikel 1 van Protocol nr. 7, zoals dat geïnterpreteerd wordt door België.

Artikel 2

Dit artikel legt het recht vast op een eerste en een hogere aanleg in strafzaken.

Zulk een recht is reeds vervat in artikel 14.5. van het voornoemde Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten. België heeft evenwel de volgende verklaring afgelegd ten aanzien van die bepaling :

"Wat lid 5 van (artikel 14) betreft, dit zal niet worden toegepast op personen die tengevolge van ingesteld beroep tegen hun vrijspraak in eerste aanleg, in tweede aanleg worden schuldig bevonden en veroordeeld, en evenmin op

personen die krachtens de Belgische wet rechtstreeks naar een hoger rechtscollege, zoals Hof van Cassatie, Hof van Beroep of Assisenhof worden verwezen" [12].

In punt 24 van de memorie van toelichting van het voorliggende voorontwerp staat het volgende: "Gelet op de uitzonderingen van Lid 2, van het verklarende verslag van het Protocol Nr. 7 en de rechtspraak van het Europees Hof van de Rechten van de Mens, is ons nationaal recht volledig in overeenstemming met de eisen van artikel 2 van het Protocol Nr. 7".

Die stelling lijkt correct gezien de uitzonderingen waarin is voorzien in lid 2, in samenhang gelezen met punt 18 van het verklarende verslag, waaruit blijkt dat de mogelijkheid om cassatieberoep aan te tekenen voldoet aan het vereiste dat de zaak onderzocht wordt door een hoger rechtscollege.

Toch mag worden gesteld dat een interpretatieve verklaring met betrekking tot die bepaling haar nut zou hebben. Het Europees Hof heeft zich immers aangesloten bij de interpretatie van artikel 2 van Protocol nr. 7, voorgesteld in het verklarende verslag:

"Les États contractants disposent en principe d'un large pouvoir d'appréciation pour décider des modalités d'exercice du droit prévu par l'article 2 du Protocole n° 7 à la Convention. Ainsi, l'examen d'une déclaration de culpabilité ou d'une condamnation par une juridiction supérieure peut soit porter tant sur des questions de fait que de droit, soit se limiter aux seuls points de droit" [13].

Om zich te wapenen tegen een ontwikkeling in de rechtspraak [14] ,die België ertoe zou kunnen brengen zijn rechterlijke organisatie grondig te herzien, waarbij inzonderheid artikel 103 van de Grondwet zou moeten worden herzien, lijkt het erop dat

---

(12) Zie de bijlage bij de wet van 15 mei 1981 houdende goedkeuring van volgende Internationale akten :
a) Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten;
b) Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New York op 19 december 1966, Belgisch Staatsblad van 6 juli 1983, blz. 8831.

(13) EHRM, arrest Krombach t./ Frankrijk van 13 februari 2001, § 96.

(14) Zie in dat verband: J. Velu en R. Ergec, La Convention européenne des droits de l'homme, Brussel, Bruylant, 1990, blz. 518, nr. 634; S. van Drooghenbroeck, La Convention européenne des droits de l'homme, trois années de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme 1999-2001, Brussel, Larcier, 2003, blz. 231; P. Van Dijk en G.H.J. Van Hoof, Theory and Practise of the European Convention on Human Rights, Londen, Kluwer, 1998, blz. 686.

een interpretatieve verklaring met betrekking tot artikel 2 nuttig kan zijn. België zou zich kunnen baseren op die van Frankrijk :

> "Le Gouvernement de la République française déclare qu'au sens de l'article 2, paragraphe 1, l'examen par une juridiction supérieure peut se limiter à un contrôle de l'application de la loi, tel que le recours en cassation."

Artikel 3

Bij Protocol nr. 7 wordt een recht op schadeloosstelling toegekend aan iedereen die onherroepelijk is veroordeeld wegens een strafbaar feit, maar van wie het vonnis vervolgens is vernietigd of wanneer hem daarna gratie is verleend, omdat een nieuw of pas aan het licht gekomen feit onomstotelijk aantoont dat van een gerechtelijke dwaling sprake is. Bovendien moet die persoon de uitgesproken straf hebben ondergaan.

In het Protocol wordt geen onderscheid gemaakt naargelang van de aard van de uitgesproken straf. Het kan hierbij volgens het interne recht gaan om een vrijheidsbenemende straf, een geldboete of een werkstraf.

Volgens de huidige Belgische wetgeving wordt een recht op vergoeding toegekend enerzijds aan de persoon wiens veroordeling wegens het doden van iemand, vernietigd wordt na een herzieningsprocedure (artikel 447 van het Wetboek van Strafvordering), en anderzijds aan de persoon die, nadat hij gedurende minstens acht dagen in voorlopige hechtenis is genomen, rechtstreeks of onrechtstreeks buiten de zaak is gesteld bij een onherroepelijke rechterlijke beslissing (artikel 28, § 1, van de wet van 13 maart 1973 betreffende de vergoeding voor onwerkzame voorlopige hechtenis).

Deze bepalingen zijn niet voldoende om alle gevallen beoogd in artikel 3 van het Protocol te dekken.

Het valt bijgevolg te betwijfelen dat het interne recht geacht kan worden overeen te stemmen met de vereisten van artikel 3 van het Protocol, zoals dat wordt toegelicht in punt 25 van het verklarende verslag betreffende het Protocol.

Bovendien lijkt loutere verwijzing naar artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek evenmin voldoende te zijn. Wie een beroep doet op deze bepaling moet immers aantonen dat er sprake is van schuld. Uit de loutere omstandigheid dat een veroordeling vernietigd is als gevolg van een herzieningsprocedure, volgt niet noodzakelijk dat er schuld is in de zin van artikel 1382 van het Burgerlijk Wetboek.

Artikel 4

In deze bepaling wordt het beginsel "non bis in idem" vastgelegd, dat reeds erkend is in artikel 14, § 7, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, waarvan de rechtstreekse werking niet wordt betwist.

De afdeling wetgeving heeft reeds herhaaldelijk heeft gesteld :

> "Artikel 14, lid 7, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt het volgende : "Niemand mag voor een tweede keer worden berecht of gestraft voor een strafbaar feit waarvoor hij reeds overeenkomstig de wet en het procesrecht van elk land bij einduitspraak is veroordeeld of waarvan hij is vrijgesproken (beginsel non bis in idem).
>
> Uit deze bepaling en uit het algemene rechtsbeginsel dat daarin vervat is [15] volgt dat iemand die een bepaald strafbaar feit heeft gepleegd, daarvoor in de regel niet zowel met een strafsanctie als met een administratieve sanctie kan worden gestraft, toch zeker niet wanneer, zoals in het onderhavige geval, de als administratieve sanctie aangemerkte sanctie een strafrechtelijk karakter vertoont in de zin van artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden [16]" [17].

---

(15) Cass., 20 februari 1991, Arr. Cass. 1990 (91), blz. 671, nr. 335. Zie E. Willemart, Les amendes fiscales et les droits du contribuable, J.T., 1999, blz. 757 tot 767.

(16) Wat betreft de strafrechtelijke aard van de administratieve sancties bepaald in artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet, wordt verwezen naar advies 28.776/4, uitgebracht op 3 februari 1999, over een voorontwerp dat de wet van 13 mei 1999 tot invoering van gemeentelijke administratieve sancties is geworden (Gedr. St., Kamer, nr. 2031/1, zitting 1998-1999).

(17) Zie bijvoorbeeld advies 34.690/2, uitgebracht op 12 februari 2003 over een voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 7 mei 2004 tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en de nieuwe gemeentewet (Gedr. St., Kamer, zitting 2002-2003, nr. 2367/1).

Het enige gevolg van de bekrachtiging van artikel 4 van Protocol nr. 7 zal er dus in bestaan dat de bestraffing van de schending van het beginsel "non bis in idem" aan kracht zal winnen, aangezien het Europees Hof voortaan bevoegd zal zijn om daarvan kennis te nemen.

Artikel 5

Artikel 5 van Protocol nr. 7 verankert het beginsel van de gelijke rechten van echtgenoten in burgerlijke zaken. Die verankering zou gevolgen kunnen hebben voor de Belgische wetgeving, waarin het beginsel gehuldigd wordt dat een kind geboren uit een gehuwd paar de naam van zijn vader draagt (zie de artikelen 335 en 358 van het Burgerlijk Wetboek) [18].

---

(18) Zie evenwel het ontwerp van wet tot wijziging van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek met betrekking tot het vaststellen van de afstamming en de gevolgen ervan (Gedr. St., Kamer, DOC 51 0597/034).

De kamer was samengesteld uit

| | | | |
|---|---|---|---|
| de Heren | Y. | KREINS, | kamervoorzitter, |
| | J. | JAUMOTTE, | staatsraden, |
| Mevrouw | M. | BAGUET, | |
| de Heer | H. | BOSLY, | assessor van de afdeling wetgeving, |
| Mevrouw | A.-C. | VAN GEERSDAELE, | griffier. |

Het verslag werd uitgebracht door de H. X. DELGRANGE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS